

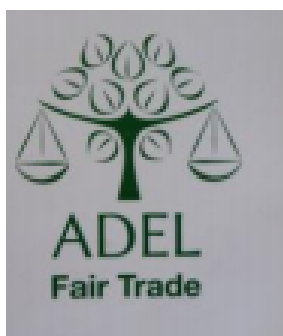
Rencontre avec Rima Younes, présidente de l'association palestinienne ADEL

Le projet

Comme vous le savez peut-être déjà, quinze jeunes de Haute-Savoie partiront à la rencontre des palestiniens du 17 au 27 juillet 2017. Cette « Mission Palestine » est soutenue par le CCFD-Terre Solidaire. Notre guide sur place sera d'ailleurs Jean-Claude Sauzet, ancien aumônier du CCFD. Si les aspects spirituels et culturels seront bien sûr au cœur du voyage, son but est avant tout de mieux comprendre la situation politique, économique et sociale en Palestine et Israël.

La rencontre avec l'association ADEL, partenaire du CCFD

En effet, cette année 2017 est le centenaire de la création de l'Etat Israélien sur ces terres, dont les habitants ont vu leur vie bouleversée. A l'heure actuelle, nous savons tous que les citoyens palestiniens et israéliens vivent dans une situation très complexe. La pression sur la population palestinienne étant importante, le CCFD est depuis plusieurs années partenaire des associations locales, sans distinction de confession, qui cherchent à développer une économie viable pour chacun, ainsi que du lien social et de l'entraide.



Afin de préparer notre visite, nous avons ainsi eu la chance de rencontrer Rima Younes, le 25 mars 2017 à Annecy. Ce fut un grand plaisir, car sa venue n'était pas gagnée d'avance. En effet, Rima est palestinienne et présidente de l'association ADEL. Elle vit à Ramallah en Cisjordanie et du fait de sa nationalité, il lui est interdit de prendre l'avion en Israël ou d'entrer dans Jérusalem, contrairement aux israéliens ou aux étrangers. Pour elle, sortir de Palestine est toute une expédition, avec pour objectif de monter dans l'avion en Jordanie. Ce fait fut pour nous une première prise de conscience directe, des difficultés que rencontrent les palestiniens.

Le contexte en Palestine et Israël

Pour mieux comprendre la situation, voici les explications qui nous ont été données par Rima et Jean-Claude Sauzet, lors de sa venue à Annecy le 4 février 2017. A l'heure actuelle, au sein de l'Etat Israélien, il subsiste des terres palestiniennes. La bande de Gaza, à laquelle nous n'accéderont pas cet été, est intégralement palestinienne. Le Cisjordanie, quant à elle, connaît un mitage des terres. Certaines sont palestiniennes sous administration de l'Etat Palestinien, d'autres sont palestiniennes sous administration de l'Etat Israélien, et les dernières sont israéliennes. Lors de la création de l'Etat Israélien, les propriétaires non israéliens, qu'ils soient chrétiens, musulmans ou hâtés, ont été expulsés et ont dû partir habiter en Cisjordanie, à Gaza ou à l'étranger. Il y a ainsi aujourd'hui 4 millions de palestiniens dans leur pays, contre 12 millions dans le monde. Ces expulsions sont encore d'actualité aujourd'hui, avec l'agrandissement et la création de colonies israéliennes. Les terres des palestiniens, même en Cisjordanie, se réduisent chaque jour. De plus, comme on l'a vu dans le cas de Rima, les palestiniens ne peuvent pas se déplacer où ils veulent et sur n'importe quelles routes. Des zones israéliennes leurs sont interdites, au sein même d'une ville, tout comme à la campagne. (insérer carte)

En clair, essayons d'imaginer la situation chez nous. On vivrait ceci : un habitant d'Annecy sud ne pourrait aller dans Annecy Nord, car il y serait étranger. Ou encore : un habitant de La Roche sur Foron ne pourrait aller directement à Bonneville par la route principale pour faire ses courses, sans être dans l'incertitude d'obtenir un laissez- passer, car cette route serait sur des terres étrangères. A défaut, il devrait faire un grand détour par une route qui lui serait autorisée. Ajouté à cela, qu'un beau jour, on pourrait annoncer à l'habitant de La Roche sur Foron, qu'il ne serait plus chez lui et qu'il devrait se trouver un autre logement dans son pays. Et pour peu qu'il soit agriculteur, il faudrait aussi qu'il trouve des terres ailleurs. Bref, pas sûr qu'en pleine guerre, les français eux-mêmes, aient tous vécus dans une telle complexité... On se doute ainsi des ressentiments et des tensions qui découlent de ce contexte en Israël et Palestine. Certains comparent cette situation à l'apartheid. Or l'ONU semble impuissante pour réguler ce mode de fonctionnement et apaiser les relations israéliennes et palestiniennes.

L'action de l'association ADEL

C'est dans ce cadre qu'agit ADEL, l'association dont Rima est présidente. ADEL signifie « équitable ». L'association met en effet en relation, dans des circuits courts, des producteurs palestiniens avec des clients palestiniens, alors que ces derniers dépendent beaucoup des



Les deux feuilles représentent les 2 « poumons » : le producteur et le consommateur. La couleur verte pour le respect de l'environnement (pas de produits chimiques). ADEL fait le lien entre les deux.

importations. Elle tend vers une souveraineté alimentaire de cet état. Elle rompt également une tradition de commercialisation des produits par l'agriculteur à un niveau extrêmement local, afin d'apporter des débouchés aux exploitants dans toute la Palestine. Elle propose aussi aux consommateurs de rencontrer les agriculteurs. Enfin, elle aide les producteurs à pratiquer la polyculture et plusieurs activités économiques, tout en leur proposant de se former, afin d'obtenir un complément de revenus régulier.

L'objectif de l'association est d'abord d'apporter du travail et des projets aux chômeurs et aux jeunes qui ne veulent pas rester en Palestine, car ils n'y voient pas d'avenir, sachant que le taux de chômage est de 60% de la population dans la bande de Gaza et 20% en Cisjordanie. Soixante jeunes palestiniens sont ainsi impliqués en tant qu'ambassadeurs du projet ADEL. Ce sont en premier les femmes qui ont été intéressées par les propositions de l'association, car elles doivent souvent assumer le foyer (père en prison, décédé, au chômage...). Il faut noter que le niveau de pauvreté est important en Palestine : 100 000 personnes vivent dans une pauvreté extrême. Les services sociaux donnent seulement 200 euros par trimestre pour aider une famille en difficulté, alors que le coût de la vie est cher. Or, souvent, les familles ne demandent pas de l'aide par fierté. ADEL veut ainsi éviter aux cisjordaniens de vivre d'aides financières, et leur donner la possibilité et le désir de rester dans leur pays avec des projets viables. Ceci correspond tout à fait à la philosophie du CCFD-Terre Solidaire, qui est donc devenu partenaire de l'association de Rima.

ADEL a aussi pour but de proposer des aliments de qualité en Palestine pour les palestiniens. L'agriculture qu'elle promeut est ainsi biologique et avec peu d'impact pour l'environnement. Même

son camion de distribution, financé par le CCFD, est équipé d'un panneau solaire ! On se rend compte que c'est dans une situation où des agriculteurs ont peu de ressources en terre et hydriques, qu'ils imaginent des exploitations productives, tout en étant peu consommatrices en eau. En effet, quand un israélien consomme en moyenne 200 fois plus d'eau pour l'agriculture, les loisirs, etc., qu'un palestinien, ceci laisse peu de ressources aux agriculteurs palestiniens, dans une région du globe où l'accès à l'eau est tendu.

L'association a proposé aux productrices intéressées par le projet, de révolutionner leurs techniques de culture. En se basant sur des études agronomiques, elles utilisent à présent des techniques d'agroécologie. Les producteurs creusent leur sol à 40-70 cm de profondeur et retirent la «mauvaise terre» qui a subi des traitements chimiques. Ils comblent avec des déchets verts naturels (compost, herbe de tonte...), mais aussi du carton (...) et ajoutent du charbon, qui aide à la fertilisation. Ensuite, ils recouvrent le tout avec de la paille qui permet de réduire l'évaporation et la pousse de mauvaises herbes. Ils plantent en écartant la paille et le rendement est ainsi 5 fois supérieur à la production avec adjuvants chimiques, le goût des aliments est bien meilleur et la consommation en eau très réduite. De plus, le producteur ne prépare son sol qu'une seule fois, pas besoin de désherber, ensuite il peut replanter autant de fois qu'il le souhaite, ils appellent même cela «l'agriculture paresseuse».

Lors de sa création en 2011, ADEL n'aidait au départ que 7 sept familles. Aujourd'hui, elles sont 450 soutenues par le programme. On trouve de l'huile d'olive, du fromage de brebis, des œufs, du raisin, du jus d'orange et de citron, des dattes, des confitures d'abricot, de prune, du thym, des légumes dans le vinaigre (comme les cornichons, typique de là-bas), etc. Des producteurs sont également mis en lien, afin de produire par exemple, le traditionnel gâteau de Pâques. C'est ADEL qui s'occupe des transports, avec toutes les difficultés de circulation possibles (check points, cargaisons entièrement démontées, voire mises hors d'état par les soldats israéliens, pour des contrôles antiterroristes...). ADEL met aussi en place des expositions de ces produits en ville, à proximité de check points.

L'association compte cinq salariés. Rima, qui a 39 ans, est célibataire et sans enfant, consacre sa vie à ce projet solidaire, équitable et écologique. A la fin de notre rencontre, Rima nous a dit qu'elle nous attendait de pied ferme en Palestine et que ceux qui hésitaient encore partir devaient absolument se lancer!

« Comme les ambassadeurs du commerce équitable, vous avez une mission : faire savoir autour de vous ce que nous vivons en Palestine. Je compte sur vous ! »

Rima, 25 mars 2017

LES GATEAUX DE PAQUES

Rima a parlé d'un projet qui explique bien d'une part le fonctionnement de son association, d'autre part la solidarité entre palestiniens et enfin, le rôle du CCFD-Terre Solidaire. Au moment de Pâques, il est de tradition de confectionner des gâteaux de Pâques en Palestine. ADEL a eu l'idée de proposer à sept femmes de les fabriquer et de les vendre. L'information a été relayée par Facebook et par les ambassadeurs du commerce équitable qui ont demandé aux habitants de ne pas confectionner de gâteaux eux-mêmes cette année-là mais de les acheter à ces femmes. La solidarité palestinienne a fait que 3 tonnes de gâteaux ont été commandées !

Malheureusement, ces gâteaux n'avaient pas bon goût... Il fallait faire quelque chose sinon, personne ne commanderait de gâteaux l'année suivante. ADEL a alors demandé l'aide financière du CCFD, ce qui a permis aux femmes d'avoir des cours de cuisine avec une professionnelle et ainsi améliorer le goût de leurs gâteaux. L'année suivante, ils étaient tellement bons que les palestiniens en ont commandé dans toute la Cisjordanie !

Comme il s'agit d'une activité ponctuelle, seulement au mois de Pâques, il a été proposé aux femmes de cultiver également des arbres fruitiers pour faire des confitures et jus d'orange et citron. Aujourd'hui, 22 femme travaillent sur cette exploitation et elles sont autonomes financièrement !